

QUELQUES BALISES POUR UNE RÉFLEXION COLLECTIVE

Texte produit à l'automne 2012 et en processus constant de délibération dans l'équipe de recherche

Sommaire

1	Introduction	1
2	Des mots pour le dire	2
	■ Le rapport au politique	
	■ La démocratie	
	■ La citoyenneté	
	■ Les marges	
	■ Les processus de subjectivation personnelle et politique	
3	La conjoncture ou quelques caractéristiques des sociétés néolibérales contemporaines	8
4	Des pratiques de citoyenneté	9
5	Un cycle de trois séminaires, un colloque et un livre	10

1 *Introduction*

Ce texte se veut une contribution aux questionnements de fond qui traversent notre souci pour le monde commun. Il ne prétend à aucune exhaustivité. Il invite plutôt à être partagé, critiqué, commenté, enrichi. Loin de vouloir river le débat dans des corridors étroits ou des définitions statiques, nous voulons l'ouvrir à ce qu'il renferme de potentiel transformateur et de capacités d'émancipation. Si nous insistons pour parler « politique », « citoyenneté », « démocratie » (plutôt qu'uniquement économie, gouvernance, gestion) c'est que ces mots connotent notre regard sur le monde et inspirent nos pratiques.

Encore faut-il les explorer à fond et collectivement. Ce texte tente donc d'engager ce processus. Il vise à clarifier minimalement les termes utilisés, à se donner des outils pour pouvoir discuter ensemble.

Notre perspective générale ? *Penser l'exercice de la citoyenneté à partir des marges* Cette façon de poser la question indique dès le départ l'orientation de l'équipe de recherche soit de réfléchir à partir des points de vue et de l'expérience de celles et ceux qui sont dans les marges, (marges imposées par les processus d'exclusion, marges choisies à travers des stratégies de résistance). Elle suppose de mettre entre parenthèses les cadres théoriques existants, de se laisser interpeller par les écarts, de porter une attention particulière à ce qui est peu ou pas reconnu.

2 *Des mots pour le dire*

Les mots qu'on utilise pour se parler sont tous des mots qui ont plusieurs sens, qui peuvent être interprétés différemment par les individus ou les groupes qui s'en réclament. Ces mots ont des histoires, ils sont enracinés dans des luttes, ils ont fait et continuent de faire l'objet de conflits, de controverses. Ils sont chargés historiquement, conceptuellement, idéologiquement et même émotivement ! Ces mots sont inter reliés, ils se chevauchent, se complètent mutuellement et parfois on peut les confondre (par exemple: la citoyenneté et la démocratie).

Pas question alors de donner à ces mots un seul sens, une fois pour toutes ! Au contraire il faut plutôt en dégager les diverses significations possibles, accepter de travailler à l'intérieur d'un certain flou et jouer de ce flou pour progresser. Chaque mot devient donc un chantier de travail à approfondir, pas juste pour jongler avec des idées ou des concepts, mais parce que les mots ne sont pas innocents et qu'ils peuvent ou aider les groupes dans leurs pratiques ou encore les piéger.

■ **Politique** - Souvent le terme « politique » fait spontanément référence à « parti politique » ou à « partisanerie ». Et plusieurs groupes hésitent à l'employer à cause de cette signification restreinte. Pourtant le mot « politique » est riche de plusieurs significations et il interpelle les organismes communautaires autonomes de plusieurs manières.

Le politique comme rapport au monde commun - Ce politique serait un espace de rencontre, de délibération et d'action qui permet aux individus et aux collectivités d'agir concrètement pour transformer le monde commun dans le sens de l'égalité et de la justice. C'est un lieu de rencontre entre individus présumés égaux. Il ouvre ainsi la possibilité de remettre en question les processus d'exclusion, les hiérarchies et les catégories identitaires qui régulent les rapports sociaux. Cela se réalise par la prise de parole dans l'espace public, le partage du pouvoir dans le quotidien et la démocratisation des lieux d'existence. Il implique l'acquisition d'une estime de soi à travers et souvent malgré les circonstances souvent difficiles qui marquent les processus d'exclusion.

Au sein de ce monde commun, les organismes communautaires autonomes explorent de nouvelles avenues, inventent de nouvelles pratiques, ouvrent des brèches, offrent des services qui répondent aux besoins des gens, défendent les droits, font du travail d'éducation populaire avec leurs membres et auprès de la population. Ils sont des acteurs de transformation sociale. Ils renouvellent constamment le vivre ensemble « égaux parce que différents », là où l'égalité politique vise à compenser les effets négatifs de l'inégalité sociologique.

La politique comme rapport à l'État et aux institutions, aux programmes et services publics, aux partis politiques - Le politique comprend aussi les rapports aux institutions publiques : l'État et les différents gouvernements qui se succèdent dans la promulgation de lois, la gestion de programmes, les services publics, l'administration des affaires publiques, divers organismes publics ou parapublics.

Les OCA, les regroupements et les coalitions d'OCA entretiennent presque tous des relations avec la « politique institutionnelle » mais ils se positionnent et agissent différemment dans leur rapport aux « structures administratives » : certains participent à des partenariats structurés avec l'État, d'autres à des rencontres ponctuelles, d'autres refusent tout rapport avec le gouvernement. Certains acceptent des formes de complémentarité avec l'État pouvant aller jusqu'à assumer des responsabilités normalement dévolues à l'État, d'autres s'engagent directement dans la sous-traitance, d'autres refusent.

Plusieurs collaborent, de façon critique, à l'élaboration de politiques et de législations dont le contenu porte l'empreinte de leurs orientations et bénéficient à l'ensemble de la population. Ils jouent un rôle de vigilance quant à leur application (par exemple : politique de reconnaissance de l'action communautaire, loi sur l'équité salariale, perception automatique des pensions alimentaires, gestion autonome de la médication, plan d'action pour améliorer la condition des femmes immigrantes et racisées, etc.)

La politique serait aussi les liens qu'entretiennent ou non les organismes communautaires autonomes avec les partis politiques et la politique partisane. Chaque campagne électorale ramène les mêmes questions : appuyer ou non un parti politique; indiquer clairement le ou les partis dont les propositions s'opposent aux orientations du mouvement communautaire autonome ; interpeller tous les partis politiques à partir de nos revendications spécifiques ou ne pas se mêler de politique partisane. Ces mêmes questions se posent aussi hors période électorale selon le degré d'importance qu'on accorde à l'autonomie de la société civile par rapport aux partis politiques.

■ **Démocratie** - Ce mot fait référence fondamentalement à une promesse de liberté, d'égalité, de solidarité et de justice pour tous et toutes, à la capacité d'intervenir dans l'espace public en tant qu'égaux peu importe les conditions ou les statuts des individus. C'est la présupposition de l'égalité et de la liberté des participant-e-s au monde commun. C'est un régime fondé sur la possibilité des gouverné-e-s d'agir sur les destinées d'une collectivité, d'interférer sur le sens des décisions qui les régissent, de participer à l'élaboration des législations, des politiques et des programmes qui structurent le vivre ensemble. Bref, c'est la capacité de déterminer collectivement notre avenir commun.

Pour ce faire, la démocratie s'incarne dans des formes institutionnelles très variées telles la démocratie représentative, participative, directe, délibérative. Elle met en place des institutions et des règles qui peuvent varier selon les pays (parlement, système judiciaire, services publics, partis politiques, etc.) et dont on doit assurer le renouvellement constant, la vigilance et la critique.

La démocratie n'est donc pas cadenassée dans une seule forme soit la démocratie représentative ou la démocratie participative ou la démocratie directe. Elle se déploie au contraire à travers différentes formes dans nos sociétés et dans nos groupes:

- **Démocratie participative** : le peuple souverain, ayant élu ses représentant-e-s, se donne les moyens de participer aux étapes du processus de la décision politique. La participation peut varier dans ses formes : de la simple consultation à la participation effective à la prise de décision. Exemple : les commissions parlementaires, le budget participatif. La démocratie participative s'exerce aussi dans tous les lieux de l'existence humaine : famille, travail, organisations communautaires, et dans tous les secteurs de la société (santé, éducation, etc.) Exemple : *Le mouvement communautaire autonome se définit comme un mouvement social engagé dans la création d'espaces démocratiques, dans la démocratisation de tous les lieux d'existence et des lieux de pouvoir et dans la revitalisation constante de la société civile* (principe de l'ACA)

- **Démocratie directe** : le peuple souverain exerce lui-même le pouvoir à tous les niveaux à travers des mécanismes de débat collectif et de recherche de consensus dans la prise de décision. Publicité (ouverture à toutes les personnes voulant s'impliquer), horizontalité, présence en face à face, égalité présumée des participantEs (vs expertise), possibilité de révoquer en tout temps les responsables ou porte-paroles. Exemple : le fonctionnement de la CLASSE durant la grève étudiante *Notre vision, c'est celle d'une démocratie directe, sollicitée à chaque instant. C'est celle d'un NOUS qui s'exprime dans les assemblées : à l'école, au travail et dans les quartiers. C'est celle d'une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique* (Manifeste de la CLASSE *Nous sommes avenir*)

- **Démocratie représentative** : le peuple souverain confie à des élu-e-s le pouvoir de décider des orientations collectives (faire les lois, les politiques et les programmes; gérer le budget, etc.) selon un mode de scrutin et une durée qui varient d'un pays à l'autre. On parle ici d'une démocratie de « délégation » dans laquelle les partis politiques jouent un rôle important. Exemple : l'Assemblée nationale du Québec.

- **Démocratie délibérative** : le peuple souverain s'engage dans des processus et des moyens qui permettent de se forger une opinion argumentée sur les enjeux politiques suite à une discussion publique de ces enjeux. Ce n'est donc pas la juxtaposition d'opinions préalablement formées (ce qu'est un sondage), mais un processus de prise en compte à la fois des différents points de vue et des informations nécessaires à la prise de décision. Exemple : les comités pléniers dans les assemblées où le participant-e-s pèsent le pour et le contre d'une décision à prendre et discutent aussi longtemps que nécessaire pour en arriver à une décision éclairée et la plus consensuelle possible ou encore le comité citoyen sur la réforme du mode de scrutin en Colombie-Britannique.

Des tensions, des conflits, des contradictions mêmes peuvent exister entre ces différentes formes de démocratie. Mais elles ne sont pas nécessairement mutuellement exclusives. Par ailleurs des groupes peuvent accorder la priorité à l'une par rapport à l'autre ou même rejeter l'une ou l'autre forme.

Par exemple :

- lors de la grève étudiante, le gouvernement a opposé « rue » et « démocratie », en arguant que la rue était le chaos et que seul le gouvernement avait la légitimité démocratique parce qu'élu par la population;

- de nombreux citoyennes et citoyens ont appelé à la désobéissance civile contre la loi 12 comme instrument essentiel à l'exercice de leurs droits démocratiques;
- certains groupes opposent la démocratie directe ou participative à la démocratie représentative, alors que d'autres perçoivent ces différentes formes de démocratie comme complémentaires et également essentielles au « vivre ensemble »

■ **Citoyenneté** - D'entrée de jeu, la citoyenneté suppose une certaine ouverture de l'univers politique car il ne peut y avoir de citoyens et de citoyennes dans un système totalitaire. Elle est donc d'abord un statut juridique personnel qui balise les liens existant entre les individus et les institutions et qui comprend un ensemble de droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels pouvant être enchâssés dans des Chartes, conventions et protocoles internationaux et nationaux. Elle implique l'appartenance à un pays dont les frontières sont circonscrites et qui établit des barrières et des conditions d'admission. N'est pas citoyen-ne d'un pays qui veut!

Mais la citoyenneté c'est aussi l'exclusion. On se souviendra que les femmes, les esclaves et les étranger-ères ont été très longtemps exclus de l'exercice de la citoyenneté. Les luttes pour l'inclusion de ces divers groupes ont permis d'élargir les assises sociales de la citoyenneté. Mais ces luttes ne sont jamais terminées. Ainsi, aujourd'hui, sans priver totalement les personnes de leurs droits, plusieurs mécanismes permettent d'exclure, dans les faits, de larges pans de la population de l'exercice effectif de la citoyenneté: par exemple : les Roms en Europe ou plus près de chez nous, les Autochtones, les personnes réfugiées, les personnes vivant dans la pauvreté, les analphabètes, les personnes ayant des problèmes de santé mentale, etc.

La citoyenneté c'est également le travail incessant des mouvements sociaux pour y faire accéder ceux et celles qui n'y ont pas droit et dont la seule existence appelle à en élargir les frontières. La citoyenneté c'est l'objet même des luttes sociales pour « le droit d'avoir des droits », pour élargir la définition des droits et l'étendre à celles et ceux qui en sont dépourvus, pour augmenter le pouvoir des citoyen-ne-s face aux institutions.

La citoyenneté peut s'interpréter comme appartenance à un monde commun ou comme capacité de façonner ce monde, de faire en sorte qu'il puisse devenir commun. Le travail de la citoyenneté est donc de créer du partageable/partagé, alors que le monde se présente spontanément à nous sur le mode des particularismes et du fragmentaire. Dans cette perspective, elle est moins un statut qu'une autorisation de parole et d'action qui se prend plutôt qu'elle ne s'octroie. D'où la fréquence des « irruptions citoyennes » comme autant de manières de faire apparaître les injustices et les souffrances qui président à notre ordre social et qui en ébranlent les certitudes.

L'inclusion se pense ainsi non pas comme assimilation à ce qui existe déjà, ce qui correspondrait à une logique de fabrication du même et de reproduction à l'identique, mais comme une altération qui tire sa force des différences et des tensions. La citoyenneté est une conquête qui se soutient de son exercice et qui permet le maintien de la pluralité malgré les tendances lourdes à l'uniformisation.

Enfin la citoyenneté appelle à construire des liens de concitoyenneté qui permettent d'agir ensemble, de se regrouper, de forger des solidarités. Si le statut juridique de citoyen et citoyenne est individualisé dans les sociétés libérales, la citoyenneté s'exerce toujours de manière collective. Les organismes communautaires autonomes consacrent énormément de temps et d'énergies à construire cette concitoyenneté. En ce sens, les frontières de la citoyenneté sont toujours remises en question à partir des marges, à partir de celles et ceux qui en sont exclu-e-s.

■ **Marges** - Parler de marges c'est parler d'un rapport social de pouvoir car les marges se constituent toujours par rapport au centre, lequel fonde sa domination sur l'occultation de sa position de référence unique et a tendance à évacuer, à ignorer et très souvent à réprimer ce qui le questionne, ce qui résiste, ce qui dévie de ses règles, de ses normes, ce qui échappe au regard dominant, aux catégorisations dans lesquelles sont maintenus des individus et des groupes sociaux. C'est parler des phénomènes qui produisent l'exclusion et le rejet de portions importantes de la population, et qui les tiennent fermement à distance des centres du pouvoir politique et économique et des centres du savoir.

On parle alors de marges imposées par les rapports de domination et subies par les individus et groupes marginalisés car la marginalisation produit de la souffrance. Si le monde commun est menacé, c'est plutôt par « *la fermeture qui autorise à ne plus écouter ceux qui demeurent au-dehors* » (Éric Gagnon 2006 *Les promesses du silence*). Durant le printemps érable de la grève étudiante, on a assisté à des nombreuses tentatives de marginalisation et de stigmatisation des étudiant-e-s non seulement par le gouvernement mais aussi par de nombreux chroniqueurs, personnalités publiques, etc. avec l'intention manifeste de faire taire le cri incessant de la rue et de tenir hors de l'espace public ces « sans pouvoir » qui osaient l'investir. On pourrait en dire autant du sort réservé aux personnes assistées sociales, aux Autochtones, aux personnes ayant des problèmes de santé mentale, aux itinérant-e-s, aux femmes immigrantes et racisées, etc.

Mais les marges sont aussi des postures qui peuvent être délibérément choisies et qui questionnent les dynamiques dominantes ouvrant sur le potentiel transformateur des rapports sociaux. Les marges permettent aux personnes exclues de se donner un pouvoir d'agir sur la collectivité, de développer des espaces de liberté et de créativité, d'élaborer des stratégies de résistance, de travailler à la recomposition du lien social, de réinventer des parcelles de monde commun. Aux plans international, régional, national et local, l'expérience des forums sociaux s'inscrit dans cette stratégie de choisir et d'explorer les marges comme lieux de résistance et de transformation.

Les marges choisies peuvent donc consister en des espaces de liberté, de créativité et de résistance, mais également des espaces de repli qui rendent visible le centre. Il s'agit d'une position qui permet de mettre en évidence ce qui tend à être mis à l'écart, de prendre en compte des points de vue minorisés ou exclus et de remettre en question les rapports que le centre entretient avec la marge.

Dans tous les cas, penser les marges, c'est penser le mouvement. L'instabilité de la domination qui doit constamment se reconduire pour attester de son existence. La remise en cause des diverses formes de partage du monde entre l'important et l'anecdotique, le visible et l'invisible, le sensible et le rationnel. La création d'alternatives dans un monde qui se pense comme totalisation étouffant tout ce qui lui serait étranger.

Les sociétés, les organisations, les institutions diffèrent par leur tolérance à la marge, et leurs manières de réagir aux résistances et aux conflits, leur capacité de constituer des espaces de rencontre et d'alliance, et de changer, s'adapter et laisser la place à leur propre questionnement. Elles se distinguent, en somme, par leur degré de démocratisation. Elles diffèrent aussi par les formes qu'acquièrent leurs marges, leur pluralité, leur tendance à l'uniformité ou à la fragmentation.

Le projet de favoriser l'émergence de cette prise de parole dans les espaces à la marge est traversé par un paradoxe fondamental : comment créer l'espace pour que l'autorisation à cette nouvelle position émerge sans la transformer en injonction, en une nouvelle forme de contrainte ?

■ **Subjectivation** - Ce processus permet de travailler le rapport inclusion / exclusion.

On peut parler de **subjectivation personnelle** quand on fait référence aux processus et aux stratégies personnelles, souvent paradoxales, qui sont mobilisées pour émerger comme sujets.

Il s'agit d'un travail complexe, incertain et toujours singulier. D'où l'importance, face à l'inachèvement et à l'incertitude qui caractérisent de manière irréductible le devenir sujet, de ce que l'on pourrait appeler une « éthique du sujet qui pose ce dernier comme toujours, nécessairement, en excès par rapport à ce que l'on sait ou attend de lui (E. Corin, 2000 , « Le paysage de l'alternatif dans le champ des thérapies »).

On peut parler de **subjectivation politique** quand on fait référence à la capacité d'intervenir dans l'espace public là où se trame le « vivre ensemble », là où on se préoccupe du bien commun; on fait référence à ce qui nous appelle à « *retrouver le sens de la responsabilité à l'égard du monde, à l'égard de ce qui nous dépasse* » (Vaclav Havel 1989). La subjectivation politique permet d'échapper à la catégorisation sociologique (par ex. ex-psychiatrisé, immigrant, femme monoparentale) et appelle à se mettre du côté du commun et non pas du côté du particulier. Elle est « production d'une capacité d'énonciation, d'argumentation et production d'une série d'actes, de mises en scène où se revendique, s'affirme et se donne à voir une expérience d'égalité des êtres parlants avec les autres êtres parlants» (Lamoureux, J., 2008 : 230).

Les **passages entre subjectivation personnelle et subjectivation politique** sont complexes et pluriels. À partir de la culture occidentale, on associe beaucoup le processus de subjectivation à la capacité progressive de comprendre ce qui arrive et de s'en distancer afin de (re) devenir acteurs et sujets des orientations de sa propre vie et de celles de la collectivité. Ce travail implique la possibilité d'exprimer la souffrance et le tort subi par la transformation du « vécu » en « expérience » partageable; il implique la capacité progressive de s'éloigner et de se libérer des contraintes externes, des appartenances familiales ou collectives et des conventions de tout ordre , via l'amour de soi et la reconnaissance chez les autres du même processus de travail pour devenir «sujet».

Dans d'autres sociétés, la distanciation n'est pas autant valorisée et c'est toujours dans des espaces collectifs (lutte, famille, voisinage) que la liberté du sujet se construit. La reconnaissance d'autres modes de subjectivation permettrait de dé-center l'individuation

occidentale et ainsi de mieux comprendre les expériences des personnes immigrantes, racisées et du refuge.

3 *La conjoncture ou quelques caractéristiques des sociétés néolibérales contemporaines*

Cette réflexion ne se fait pas dans le vide. Elle est inscrite dans une histoire, un contexte, une conjoncture et dans un type de société qui sont les nôtres: les sociétés contemporaines, néolibérales et occidentales. L'effort de réflexion doit donc tenir compte de la façon dont nous comprenons et interprétons les dynamiques à l'œuvre au sein de ces sociétés, les grandes tendances qui structurent le « vivre ensemble », les tensions et les paradoxes qui marquent les rapports sociaux, les contraintes dans lesquelles interviennent les acteurs sociaux, leurs pratiques et stratégies de résistance.

Tenir compte de la conjoncture c'est constater d'une part que nous ne vivons pas dans des dictatures ou des sociétés totalitaires mais dans des démocraties tout à la fois mises à mal par les pouvoirs en place et constamment recréées par les résistances qu'elles suscitent. Si les pouvoirs agissent sur la société, la société agit en retour sur les pouvoirs et peut changer la donne. Ce qui est intéressant dans la démocratie –toujours inachevée, toujours à parfaire– c'est qu'elle porte en elle-même, malgré les brides qu'on veut lui mettre, une possibilité de révision infinie.

Cette façon d'analyser la conjoncture permet de prendre acte de certaines orientations de fond tant du côté des pouvoirs politiques et économiques qui cherchent à les imposer que du côté des mouvements citoyens qui s'activent à les renverser et à ouvrir des voies nouvelles pour un « autre monde possible » :

- Tendance à la dé-démocratisation dans le sens où la démocratie devient de plus en plus superflue et où les populations sont invitées à demeurer de plus en plus passives, à faire confiance à leurs élites politiques et économiques et à se contenter de voter; attaques en règle contre les institutions mêmes de la démocratie libérale (prorogation du parlement, opacité des lieux décisionnels, blocage de l'information); criminalisation de la contestation politique. **ET** nouvelles irruptions citoyennes qui investissent l'espace public et re-démocratisent la société telles : *Occupy Wall Street*, les *Indigné-e-s*, *Pas de démocratie sans voix*
- Insistance sur la sécurité, les contrôles, resserrement au niveau de l'immigration et du refuge, culture guerrière, culte de la loi et l'ordre **ET** grandes mobilisations citoyennes contre la guerre, multiplication des actions contre les certificats de sécurité, résistances aux orientations du gouvernement fédéral concernant les jeunes contrevenants, création d'un réseau de femmes immigrées et racisées.
- Privatisation non seulement des services, des fonctions de l'État, etc. mais de la vie en général. Sacralisation du « privé » et diabolisation du « public » et dogme de l'utilisateur / payeur. **ET** pétitions de plusieurs milliers de citoyen-ne-s pour le maintien d'un système de santé public, accessible, universel, coalitions contre la tarification et la privatisation, luttes contre la taxe santé, lutte contre la marchandisation de l'éducation.

- Transformation du rôle de l'État, garant de la cohésion sociale, en gouvernement entrepreneurial, alignement de l'activité étatique sur les normes de gestion des entreprises privées. On assiste à la substitution de la gouvernance au gouvernement à travers la mise en place des mécanismes de la nouvelle gestion publique. Avec des conséquences telles : limitation de la discussion publique, opacité du processus décisionnel, transformation du service public, développement de mécanismes de concertation détachés des rapports sociaux (ces mécanismes de concertation ne reposent plus sur des acteurs sociaux organisés mais sur des individus atomisés qui ne représentent qu'eux-mêmes), transformation des politiques sociales. **ET** Grands mouvements rassembleurs au sein de luttes particulières : printemps érable (grève étudiante, casseroles et formation des associations populaires et autonomes de quartier), mobilisations écologistes, mouvements d'usager-e-s ou de citoyen-ne-s.

- Fabrication d'un sujet néolibéral impliqué dans un processus sans fin « d'entreprise de soi », qui a intériorisé la norme universelle de la compétitivité et qui s'inscrit dans la dynamique de la responsabilisation individuelle et de l'autocontrôle ce qui fragilise les individus, les liens sociaux et mine les solidarités. **ET** Résistance des sujets individuels eux-mêmes à ce rouleau compresseur, tentatives pour créer des espaces de liberté et retrouver une posture de sujet (libre, responsable et critique). Les organismes communautaires autonomes dit « de service » investissent beaucoup d'énergie dans l'invention de pratiques novatrices qui permettent aux personnes qui fréquentent leur groupe d'opérer ce passage d'objet manipulable à sujet et de sujet individuel à sujet politique.

Si la tendance lourde des sociétés néolibérales est à l'accroissement des inégalités sociales, à la privatisation du monde, à l'atomisation sociale, elles se heurtent, fort heureusement, à des résistances citoyennes. Elles bougent sous l'influence de divers acteurs et mouvements (internes et externes au système) qui résistent à ces tendances nocives pour les populations et dont les actions viennent perturber l'ordre des places assignées et le ronron fonctionnel des sociétés néolibérales. Elles bougent aussi sous l'influence des alternatives expérimentées et mises en place par nombre de groupes communautaires.

Encore faut-il occuper ces espaces sinon ils disparaissent. Il faut également constamment les réinventer, sinon, ils risquent de devenir des ghettos. Il faut donc provoquer un renouvellement constant des pratiques citoyennes. C'est dans cette perspective qu'on a vu les résistances se pluraliser et se diversifier au cours des dernières décennies : mouvements sociaux « traditionnels » et « nouveaux » dont les organismes communautaires autonomes sont une des expressions. Mais aussi d'autres mouvances telles : l'économie sociale, le mouvement altermondialiste, les libertaires/anarchistes, les Indigné-e-s, les multiples collectifs et coalitions qui poussent comme des champignons et qui permettent à des citoyen-ne-s non liés à des groupes formels de s'impliquer face à un enjeu précis.

4 *Des pratiques de citoyenneté*

Il n'y a pas de préoccupation tangible ou de souci réel pour le monde commun sans l'action des citoyens et des citoyennes. Ce que nous avons nommé « résistances » tout au long de ce texte sont en fait des pratiques inventées et mises en place par des individus et des groupes, dont les organismes communautaires autonomes et de nouveaux mouvements citoyens. Ces pratiques contribuent à la démocratisation non seulement des structures et des institutions

mais de la vie et de toutes les dimensions de l'existence humaine. Ce sont des pratiques qui réinventent la solidarité et élargissent les frontières de la citoyenneté. Ce sont des pratiques qui font bouger les frontières de l'exclusion et de l'inclusion.

Nous assistons présentement à quelque chose de nouveau dans le registre de la parole publique où celle-ci n'est plus monopolisée par les experts ou permanents ou professionnels qui parlerait « au nom de ». Cette parole devient de plus en plus accessible et partagée par tous et toutes, non sans difficulté certes mais de nombreux citoyen-ne-s sont déterminés à relever ce défi. Nous voyons naître de nouvelles façons d'occuper de manière très créative l'espace public/politique : se mobiliser dans la rue, devenue lieu de rencontre et de conversation entre les gens –sans oublier la confrontation avec les forces de l'ordre quand elles se font le bras de la répression- et en même temps s'inviter dans l'espace du pouvoir pour y introduire de nouveaux enjeux laissés dans l'ombre, forcer l'adoption de nouvelles législations et mettre fin au silence, à la cécité et à la surdité des pouvoirs en place. On sait de mieux en mieux manier la revendication concrète et garder les yeux fixés sur le rêve et sur des propositions qui ouvrent sur un monde commun plus juste.

5 L'agenda d'Érasme : Un cycle de trois séminaires, un colloque et un livre

Notre équipe de recherche se propose de « penser la citoyenneté à partir des marges ». Elle entend comprendre, documenter et rendre visibles ces pratiques de citoyenneté que des organismes communautaires autonomes mettent de l'avant. Elle a amorcé ce travail à travers un cycle de trois séminaires :

- *Marges et citoyenneté* : le rapport d'organismes communautaires autonomes, de leurs regroupements et de leurs membres au politique et à l'État : sens, enjeux et pratiques
18 et 19 octobre 2012
- *Marges, subjectivité et citoyenneté* : penser le rapport au politique dans les sociétés néolibérales contemporaines
21 et 22 février 2013
- *Faire bouger la marge : savoirs et pratiques*
25 et 26 avril 2013

Ces séminaires se sont inscrits dans un processus de réflexion préalable à la tenue d'un colloque international les 27, 28 et 29 novembre 2014 et à la production d'un ouvrage collectif (livre et autres supports médiatiques) prévu pour 2015

Qui sommes-nous ?

ÉRASME¹ est une équipe de recherche qui fonctionne en partenariat regroupements communautaires/chercheur-e-s universitaires depuis 1992. L'équipe reçoit une subvention du *Fonds québécois de recherche Société et Culture*.

Ses partenaires communautaires sont présentement le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ), la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), l'R des Centres de femmes du Québec et le groupe local PEYO de Parc-Extension. Ses partenaires universitaires proviennent des universités de Montréal, Laval, UQAM, du Centre de recherche du CSSS de la Vieille Capitale et regroupent diverses disciplines : travail social, sociologie, anthropologie, science politique et psychologie.

Sur quoi travaillons-nous ?

ÉRASME réalise des recherches afin de rendre visible la pluralité des savoirs et des pratiques qui contribuent à contrer les processus d'exclusion et d'uniformisation des sociétés contemporaines, tout particulièrement dans les champs de la santé mentale, du pluralisme culturel, de l'immigration et du refuge, et des femmes. Nos travaux abordent entre autres les effets des inégalités, de la marginalisation et de l'exclusion subis par divers groupes en raison des injustices politiques, économiques, sociales et culturelles et les stratégies de résistance mises en œuvre par ces groupes.

La problématique générale de nos travaux s'articule autour d'une question de fond; *repenser la citoyenneté et la démocratie à partir des marges* (marges imposées par les processus d'exclusion, marges choisies à travers des stratégies de résistance).

¹ Le nom d'Érasme a été choisi en raison d'une parenté d'idées avec ce penseur « hors normes » du XVI^e siècle, libre, critique du traditionalisme sclérosé de son temps, précurseur de l'ouverture à la tolérance et qui a écrit entre autres *L'éloge de la folie*.

Ateliers proposés dans le cadre du colloque

***Repenser et transformer la citoyenneté et la démocratie à partir des marges
dans les sociétés néolibérales contemporaines***

27, 28, 29 novembre 2014 à Montréal, Québec.

Ces ateliers témoignent de pratiques inspirantes de citoyenneté et de démocratie capables de façonner un nouvel horizon politique et de construire un « autre monde possible », un monde commun.

- Les intelligences citoyennes
- Immigration et refuge : comparaison France-Québec... les leçons à tirer
- La caravelle des droits des femmes : action de mobilisation citoyenne en Belgique
- De l'ombre à la lumière : une démarche de réappropriation du pouvoir à travers une oeuvre de création
- Médicalisation des problèmes sociaux et résistances
- Faire autrement avec toutes : l'enjeu de la participation
- Femmes immigrées et racisées : nouvelles actrices politiques
- La force du collectif en marge : expérimentation poético-politique de la lutte anti-asilaire brésilienne
- Vous avez dit « intégration » ?
- Le temps des émeutes
- L'entraide : une pratique alternative de prise en compte de l'expérience et de l'expertise
- Venu-e-s d'ailleurs et citoyennes et citoyens d'ici ? Vers de nouvelles alliances...
- Appartenance religieuse et citoyenneté
- Une mémoire à garder vivante : la défense des droits par le mouvement communautaire
- Cohabitation et place des personnes marginalisées dans l'espace public
- Pratiques de participation citoyenne dans un contexte d'austérité en Espagne